



**CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 24 JANVIER 2026 A 9H30**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217603414-20260124-DEL2026-011-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/01/2026

Publication : 27/01/2026

DEL2026-011

N° 26 01 11

Rapporteur : Loïc JAMET

AMÉNAGEMENT URBAIN

MARCHES PUBLICS

Marché d'exploitation des installations de chauffage

. Avenant n° 2 – Signature - Autorisation

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 24 JANVIER 2026**

Nombre de conseillers en exercice : 29

L'an deux mille vingt-six, le vingt-quatre janvier à neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Ville d'Harfleur légalement convoqué le seize janvier deux mille vingt-six s'est réuni à la Mairie d'Harfleur, dans la salle du Parc – Centre Françoise Dolto, sous la présidence de Madame Christine MOREL, Maire.

PRÉSENT(E)S : 17

Mme Christine MOREL, Mme Sylvie BUREL, Mme Justine DUCHEMIN, M. Loïc JAMET, Mme Sabrina LEFEBVRE, M. Ousmane NDIAYE, M. José GUTIERREZ, Mme Élise ROGER, Mme Marjorie BELLENGER, M. Gilles DON SIMONI, M. Jean-Pierre PEDRON, Mme Nathalie JARROUSSE, Mme Sylvie ROGER, Mme Aurélie REBEILLEAU, M. Franck GROUSSARD, Mme Coralie FOLLET, M. Pierre GRISEL.

ABSENT(E)S EXCUSÉ(E)S AYANT DONNÉ PROCURATION : 4

M. Dominique BELLENGER à Mme Justine DUCHEMIN, Mme Sylvie DUCOEURJOLY à Mme Sabrina LEFEBVRE, M. Yoann LEFRANC à M. Loïc JAMET, M. Hervé TOULLEC à Mme Sylvie BUREL.

ABSENT(E)S EXCUSÉ(E)S SANS PROCURATION : 4

M. Anthony DE VRIES, Mme Yvette ROMERO, M. Samuel LEROY, M. Nicolas NOUAILHAS.

ABSENT(E)S : 4

Mme Julie LEMARCIS, Mme Cindy ÉVRARD, Mme Julie LETHEUX, Mme Sophie BOUJU (née VIVIER).

Votants : 21

Secrétaire de séance :

Madame Marjorie BELLENGER

Délais et voie de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Mesdames, Messieurs,

Un nouveau marché d'exploitation des installations de chauffage a été confié à la CRAM pour une durée de sept ans à partir du 1^{er} janvier 2026 pour le compte du groupement de commandes constitué de la Ville d'Harfleur et du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville d'Harfleur.

La Loi « Climat et Résilience » du 24 août 2021 a instauré un nouveau mécanisme de financement de la filière biogaz, gaz renouvelable produit à partir de la biomasse (fermentation de matières organiques via un processus de méthanisation). Ce mécanisme repose sur les fournisseurs de gaz qui pour s'en acquitter doivent restituer à l'Etat un volume de Certificats de Production de Biogaz (CPB) proportionnel au volume de gaz qu'ils commercialisent. Ces CPB s'obtiennent soit en produisant directement du biogaz, soit en les achetant auprès des producteurs.

Les niveaux d'obligation ont été définis pour une première période allant du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2028.

Dans le cadre du contrat d'exploitation des installations de chauffage qui lie notre groupement de commandes à la CRAM, les surcoûts induits par ce mécanisme seront intégralement refacturés aux membres du groupement. Ces surcoûts sont estimés, pour cette première période à :

- Année 2026 : 1 405,54 € HT ;
- Année 2027 : 5 968,58 € HT ;
- Année 2028 : 13 631,04 € HT ;

soit un total de 21 005,16 € HT pour les trois années à venir. Les termes des périodes suivantes sont pour l'instant inconnus.

Afin de prendre en compte ce surcoût, il est nécessaire d'ajuster la formule d'indexation en incluant les CPB.

Par ailleurs, le raccordement effectif au réseau de chaleur urbain du Groupe Scolaire André Gide et du Pôle de Beaulieu doit intervenir au cours du 1^{er} semestre 2026. A compter de ce raccordement, la cible de consommation est à exprimer en Mégawattheures utiles et non plus en Mégawattheures PCS.

Il est donc proposé de conclure un avenant au marché afin que les modalités d'ajustement des prix relatifs aux prestations de vente du combustible soient en adéquation avec cette nouvelle réglementation mais également de modifier l'unité de consommation énergétique du Groupe Scolaire André Gide et du Pôle de Beaulieu par suite du raccordement au réseau de chaleur urbain.

En conséquence, après en avoir délibéré, je vous propose que le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Commande Publique,

VU la Loi « Climat et Résilience » du 24 août 2021,

Délais et voie de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

VU la convention constitutive de groupement de commandes conclue le 22 février 2024 entre la Ville d'Harfleur et le CCAS de la Ville d'Harfleur ;

VU le marché d'exploitation des installations de chauffage n° 2025 1 005 confié à la société CRAM par le groupement de commandes constitué par la Ville d'Harfleur et le CCAS de la Ville d'Harfleur ;

VU l'avis du Bureau Municipal du 13 janvier 2026 ;

CONSIDÉRANT que la Loi « Climat et Résilience » prévoit l'instauration d'un mécanisme de financement de la production de biogaz via l'acquisition de Certificats de Production de Biogaz (CPB) ;

CONSIDÉRANT que ce sont les fournisseurs de gaz qui sont redevables de ces obligations mais que le surcoût sera intégralement refacturé aux membres du groupement de commandes ;

CONSIDÉRANT que la prise en compte de cette situation nécessite la modification des dispositions contractuelles, en particulier celles relatives aux formules de révision du coût de la prestation P1 (fourniture du combustible) ;

CONSIDÉRANT que le raccordement effectif au réseau de chaleur urbain du Groupe Scolaire André Gide et du Pôle de Beaulieu doit intervenir au cours du 1^{er} semestre 2026.

CONSIDÉRANT que les cibles de consommation des sites raccordées au réseau de chaleur urbain sont à exprimer en Mégawattheures utiles ;

- **décide de conclure un avenant n° 2 au marché d'exploitation des installations de chauffage afin de-:**
 - **modifier les modalités de calcul du coût de la prestation P1 pour quelles celles-ci intègrent les frais liés aux obligations CPB ;**
 - **revoir les cibles de consommation du Groupe Scolaire André Gide et du Pôle de Beaulieu afin de les exprimer en Mégawattheures utiles.**
- **autorise Madame le Maire ou son représentant à signer un avenant n° 2 afin de modifier les modalités de calcul du coût de la prestation P1 pour que celles-ci intègrent les frais liés aux obligations CPB et afin de convertir les cibles de consommation en Mégawattheures utiles.**

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité

les conclusions de ce rapport.

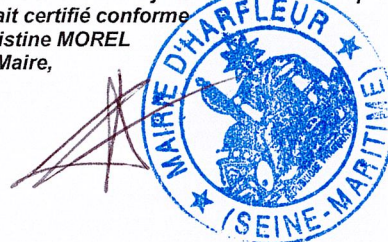
Pour : 21 - Contre : 0

Fait et délibéré en l'Hôtel de ville d'Harfleur les jours et ans sus indiqués

Pour extrait certifié conforme

Christine MOREL

Maire,



Délais et voie de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

